

Angela Merkel gagnée par l'usure du pouvoir

La chancelière va devoir composer avec les libéraux et les Verts, après l'échec électoral de la grande coalition

BERLIN - correspondant

Etait-ce le silence qui était le plus impressionnant ? Ou alors les regards, qui se sont pétrifiés dès que les premières estimations sont tombées sur les écrans de télévision, à 18 heures ? Sous la tente qui avait été dressée devant le siège de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), à Berlin, c'est avec un mélange d'effroi, d'incrédulité et de sidération que les dizaines d'invités ont accueilli, dimanche 24 septembre, les résultats des élections législatives allemandes. A peine 33 % des voix pour la CDU et l'Union chrétienne-sociale (CSU), son alliée bavaroise ? Même si les sondages avaient baissé ces derniers jours, personne n'imaginait un tel désaveu. « *Nous espérons un meilleur résultat* », a admis Angela Merkel, une heure plus tard, devant ses partisans.

D'avantage encore que le score des conservateurs, c'est celui du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui a glacé le pays. Certes, les sondages les plus récents avaient enregistré une poussée. Mais pas de cette ampleur. 12,6 % des voix pour l'AfD, c'était impensable il y a encore quelques jours. Et, même si beaucoup s'étaient préparés à voir l'extrême droite arriver en troisième position, derrière la CDU-CSU et le Parti social-démocrate (SPD), le résultat a provoqué un choc. Un « *tremblement de terre* », selon *Bild*.

Une « *césure dans l'histoire de l'Allemagne* », a commenté la *Süddeutsche Zeitung*, rappelant que, « *pour la première depuis plus d'un demi-siècle, un parti de droite radicale fait son entrée au Bundestag* ».

Comme l'a noté le *Spiegel*, c'est à bien des égards une « *nouvelle Allemagne* » qui est sortie du fracas des urnes, dimanche. Certes, le pays gardera à sa tête le même visage, celui de M^{me} Merkel, qui n'a pas manqué de se réjouir de sa « *victoire* ». Mais cette victoire, de toutes celles qu'elle a connues, est incontestablement la plus amère. Et, même si le score de son parti

n'est inférieur que d'un point à celui de 2009, sa signification n'est pas du tout la même.

Vives tensions

A l'époque, les législatives avaient débouché sur du connu : après avoir gouverné pendant quatre ans avec le SPD, M^{me} Merkel avait rapidement formé une coalition avec les libéraux-démocrates (FDP). Une telle alliance était dans la plus pure tradition de la République fédérale : depuis la fondation de celle-ci, en 1949, la CDU-CSU a en effet gouverné bien plus longtemps avec le FDP qu'avec le SPD. Ce faisant, M^{me} Merkel se remettait, au fond, dans les pas de Konrad Adenauer et d'Helmut Kohl.

Cette année, la situation est très différente. D'abord parce que le leadership de la chancelière sur sa propre famille est sérieusement écorné. Depuis sa décision, prise en 2015, d'accueillir en Allemagne plus d'un million de réfugiés, la fronde couvait. En 2016, le recul des conservateurs et la poussée de l'AfD aux élections régionales avaient provoqué de vives tensions avec l'aile droite de sa majorité.

Arithmétiquement possible, une coalition « jamaïcaine » (CDU-FDP-Verts) est politiquement acrobatique

rité, en particulier avec la CSU. Ces derniers mois, cependant, les relations s'étaient apaisées. En infléchissant sa politique migratoire dans le sens d'une plus grande fermeté, M^{me} Merkel avait fait taire les critiques émanant de son propre camp. Pourquoi auraient-ils élevé la voix, d'ailleurs, alors qu'il y a encore quelques semaines, la CDU-CSU était créditée de près de 40 % dans les sondages, et que l'AfD avait plongé sous les 10 % ?

C'est ce débat, que M^{me} Merkel espérait avoir étouffé, que le scrutin

de dimanche a rouvert. Dimanche, la chancelière a certes indiqué que la sécurité et la lutte contre l'immigration illégale occuperaient « *une place importante dans le programme des prochains mois* », ajoutant que « *l'entrée de l'AfD au Bundestag* » était un grand défi et qu'il fallait « *reconquérir [les] électeurs* » de ce parti. « *Nous avons délaissé notre flanc droit et il nous appartient à présent de combler le vide avec des positions tranchées* », a exigé, depuis Munich, Horst Seehofer, le président de la CSU. Douché par les résultats de son parti (38,8 % des voix), qui a perdu 10,5 points en grande partie au profit de l'AfD, ce qui met la CSU à son plus bas niveau historique depuis 1949, M. Seehofer risque d'autant moins de calmer sa colère que des élections régionales auront lieu en Bavière à l'automne 2018.

Fragilisée dans son propre parti, M^{me} Merkel se heurte à une seconde difficulté : la formation d'une coalition. Là encore, la situation est inédite. Dimanche, la débâcle essuyée par le SPD a fermé la voie à une nouvelle « *grande coalition* ». Avec 20,5 % des voix, leur score le plus bas depuis la seconde guerre mondiale, les sociaux-démocrates ont décidé d'entrer dans l'opposition. « *Ce soir prend fin le travail avec la CDU et la CSU* », a déclaré Martin Schulz après l'annonce des résultats.

Exit une nouvelle « *grande coalition* », donc. Exit, aussi, une coalition avec le seul FDP : avec ses 33 % additionnés aux 10,7 % des libéraux, M^{me} Merkel n'a pas la majorité. La seule option qui se présente à elle est donc de faire appel à un troisième partenaire, en l'occurrence les Verts (qui ont obtenu 8,9 % des voix), pour former une coalition dite « *jamaïcaine* », en référence au drapeau de cet Etat des Caraïbes qui rappelle les couleurs des trois partis (noir pour les conservateurs, jaune pour les libéraux, vert pour les écologistes).

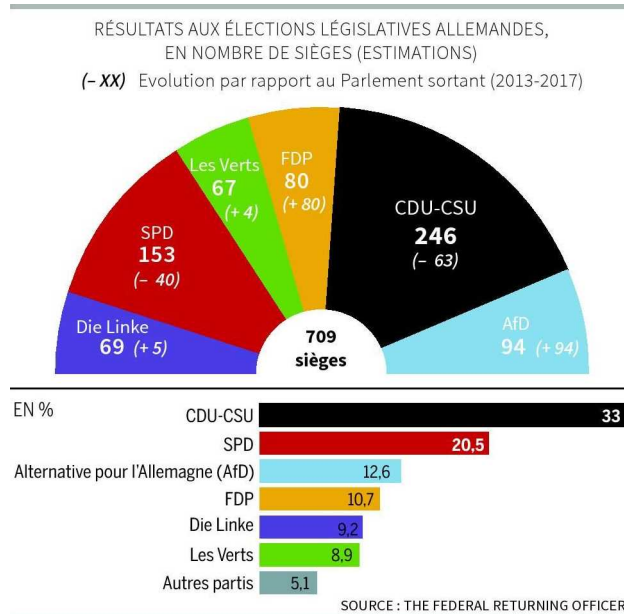
Arithmétiquement possible (ensemble, ces formations atteignent les 52,6 % des voix et 393 sièges sur 709), une telle coalition est politi-

quement acrobatique. Expérimentée depuis quelques mois dans le Schleswig-Holstein, elle n'a jamais été tentée à l'échelle fédérale. Dimanche, ni les Verts ni le FDP n'ont exclu d'y participer. Mais, depuis des semaines que cette hypothèse est avancée, les dirigeants des deux partis répètent qu'ils n'ont aucune envie de gouverner ensemble, listant au passage leurs points de désaccord : sur l'Europe, le FDP est ainsi opposé à un budget de la zone euro, que réclament les Verts ; en matière de défense de l'environnement, les Verts réclament notamment la fermeture de vingt centrales à charbon, ce dont le FDP ne veut pas entendre parler. Des difficultés pourraient également se poser entre les Verts et la CSU sur la politique migratoire, les premiers étant très hostiles à la mise en place d'un « *plafond* » annuel du nombre de demandeurs d'asile, une idée que les seconds réclament en vain à M^{me} Merkel depuis deux ans.

Fragilité

Compte tenu des désaccords qui opposent les trois partis et de la position dans laquelle se trouve M^{me} Merkel pour conduire ces négociations, celles-ci seront forcément difficiles. En 2009, un mois avait été nécessaire pour conclure un accord de coalition. En 2013, il avait fallu le double de temps. « *Ce sera extrêmement dur. Et si les partenaires arrivent à s'entendre, cela ne veut pas dire que la coalition sera durable* », pronostique Emanuel Richter, professeur de science politique à l'université RWTH d'Aix-la-Chapelle, pour qui « *M^{me} Merkel ne pourra pas se contenter d'une réaction à minima comme celle de dimanche soir, au risque de donner le sentiment de n'avoir pas pris la mesure de la situation* ». Comme d'autres observateurs, cet universitaire n'exclut pas la formation d'une coalition « *jamaïcaine* ». Mais il n'estime pas impossible que, compte tenu de sa fragilité, une telle alliance ne puisse survivre pendant les quatre ans de la nouvelle législature. ■

THOMAS WIEDER



Un pays sous le choc du succès de l'extrême droite

L'AfD, islamophobe et eurosceptique, est devenue la troisième force politique, avec 12,6 % des voix et 94 élus

BERLIN - correspondant

Presque à chaque meeting d'Angela Merkel, il pouvait compter sur la présence de quelques sympathisants pour venir crier : « *Hau ab!* » (« Casse-toi ! »). Dimanche 24 septembre, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) n'a certes pas réussi à détrôner la chancelière. Mais il a atteint l'objectif qu'il s'était fixé pour lui-même : arriver troisième, derrière les conservateurs (CDU-CSU) et les sociaux-démocrates (SPD). Et avec un résultat plus élevé que celui annoncé par les sondages : 12,6 % des voix. En 2013, l'AfD, qui venait d'être créée, avait obtenu 4,7 % des suffrages exprimés. Pas assez pour atteindre le seuil de 5 % nécessaire pour qu'un parti soit représenté au Bundestag.

Sans surprise, c'est dans l'est du pays que l'AfD a réalisé ses meilleurs scores. Dans les territoires qui étaient situés en République démocratique allemande (RDA) pendant la guerre froide, il a obtenu, en moyenne, 21 % des voix, ce qui en fait dans ces régions la deuxième force politique derrière la CDU (26 %). Dans la Saxe, le Land où il a enregistré sa meilleure performance, l'AfD a même légèrement devancé le parti de M^{me} Merkel (27 % contre 26,9 %).

Dans l'ouest de l'Allemagne, la percée de l'extrême droite est moindre. Mais elle est tout de même importante, notamment en Bavière, où l'AfD a obtenu 12,4 % des voix. Dans ce Land, ce résultat a provoqué un choc. D'abord parce qu'il rappelle que l'extrême droite ne prospère pas que dans l'ex-RDA, autrement dit dans la partie du pays où l'économie est la moins dynamique et où la démocratie a moins de trente ans d'existence. Même une région comme la Bavière, où seulement 3 % de la population active est au chômage, vote aujourd'hui davantage pour l'AfD que pour le FDP (libéraux-démocrates), le parti des classes moyennes supérieures.

« Porcs »

Si le résultat de l'AfD en Bavière a aussi fait l'effet d'une bombe, c'est à cause du score qu'y ont obtenu les conservateurs de la CSU : 38,8 % des voix, soit 10,5 points de moins qu'aux législatives de 2013. A l'évidence, de nombreux électeurs de la CSU ont voté pour l'AfD, déçus par le fait que, malgré son discours très ferme sur l'immigration, le parti conservateur bavarois n'ait pas réussi à imposer ses vues à la CDU de M^{me} Merkel, son alliée à l'échelle nationale, notamment sur la fixation d'un « *plafond* » annuel de demandeurs d'asile.

Même si les récents sondages

avaient enregistré une dynamique en faveur de l'AfD, beaucoup d'observateurs pensaient que l'image renvoyée par ses deux chefs de file pendant la campagne porterait préjudice au parti le jour du vote. Alexander Gauland, d'une part, qui a exigé qu'Aydan Özoguz, la secrétaire d'Etat à l'intégration, d'origine turque, soit « *jetée* » en Anatolie, puis affirmé qu'il fallait être « *fier de ce qu'ont fait les soldats allemands pendant les deux guerres mondiales* ». Alice Weidel, d'autre part, dont la presse a dévoilé un courriel datant de 2013 où elle traitait M^{me} Merkel et ses ministres de « *porcs* » et de « *marionnettes aux mains des puissances victorieuses* » de la seconde guerre mondiale.

A l'évidence, ces provocations n'ont pas handicapé l'AfD. Au Bundestag, ce parti créé en 2013 sur un discours antieuro mais qui, depuis la crise des réfugiés de 2015, a mis en tête de ses priorités la lutte contre « *l'islamisation* » du pays et

« Nous allons vous traquer, M^{me} Merkel. Nous allons récupérer notre pays et notre peuple »

ALEXANDER GAULAND
chef de file de l'AfD

« *l'immigration incontrôlée* », comptera 94 députés. « *Nous allons vous traquer, M^{me} Merkel. Nous allons récupérer notre pays et notre peuple* », a promis M. Gauland, dimanche, lors de la fête organisée par l'AfD dans une discothèque de Berlin. « *La première chose que nous ferons sera de former une commission pour enquêter sur Angela Merkel* », a, quant à elle, déclaré M^{me} Weidel, qui n'a cessé de répéter, ces dernières semaines, que la décision prise par la chancelière d'accueillir les réfugiés, en 2015, était illégale.

Depuis la seconde guerre mondiale, c'est la première fois que l'extrême droite allemande entre au Bundestag. Dans les années 1950, une petite formation nationaliste et conservatrice, le Deutsche Partei (Parti allemand), eut certes une poignée d'élus, mais ils faisaient partie de la majorité du chancelier Konrad Adenauer (CDU), de sorte que la place de ce parti n'est pas comparable à celle de l'AfD aujourd'hui, qui se veut une force d'opposition frontale aux conservateurs. Ces dernières décennies, plusieurs petits partis d'extrême droite, voire néonazis, comme le NPD, s'étaient présentés aux législatives allemandes. Mais, faute d'atteindre la barre des 5 %, ils n'avaient jamais eu de députés. ■

THOMAS WIEDER

Sur Alexanderplatz, à Berlin, deux Allemagne se font face

Anonymes et militants de gauche ont manifesté leur rejet de l'extrême droite

BERLIN - *envoyé spécial*

Il y a un moment où même le président de la branche jeunesse du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) s'est rendu compte qu'il se passait plus de choses dehors que dedans. Téléphone à la main, Sven Tritschler s'est alors mis à filmer et à diffuser en direct sur les réseaux sociaux les quelques centaines de militants de gauche venus protester contre la percée historique du parti aux législatives sous la terrasse de la discothèque de second rang que l'AfD avait louée pour sa soirée électorale sur Alexanderplatz, en plein cœur de Berlin. «*Je m'attendais à tous ces opposants, Berlin a toujours été très à gauche*», glisse l'élue, venue de Rhénanie-du-Nord - Westphalie, avant d'être évacuée de la terrasse du Traffic Club par le service d'ordre, par crainte des projectiles.

Dehors, les «*Nazis Raus*» («*Les nazis dehors*») et «*Tout Berlin hait l'AfD*» couvrent les discussions des militants du parti. Encadrés par la police, plusieurs centaines de militants antifascistes, mais aussi beaucoup d'anonymes venus spontanément protester contre le retour de l'extrême droite au Bundestag. «*On a décidé de venir immédiatement après avoir regardé les résultats*», lâche Elgin, 49 ans, une designer de bijoux à Berlin, aux côtés de son mari. Encore «*sous le choc*», il va «*falloir que je prenne quelques jours pour digérer ça*», assure

cette électricienne des Verts, les larmes aux yeux. Plusieurs couples métis se tiennent dans les bras avec émotion devant les CRS. A l'image de Ceda, 32 ans, Brésilienne, et Stefan, 50 ans. «*Nous sommes un couple multiculturel, et maintenant, nous avons peur.*»

Les manifestants refusent d'accepter l'idée que l'Allemagne se normaliserait avec l'émergence d'un parti d'extrême droite au-dessus de 10 %, comme dans d'autres pays d'Europe. «*L'Allemagne a une histoire très spécifique, ce n'est pas comparable*», proteste ainsi Matthias Schmelzer, en évoquant, comme beaucoup, le passé nazi du pays. D'habitude, ce Berlinois refuse de voter, mais s'il s'est déplacé, c'est

cette fois-ci «*pour faire barrage à l'AfD*». «*Cela n'a pas trop marché*», constate-t-il. D'ailleurs, les manifestants de gauche et leur sono appelant à l'abolition du capitalisme ont beau être bien plus bruyants que les supporters de l'AfD, ils ne sont finalement pas si nombreux. «*J'espérais que toute l'Alexanderplatz serait remplie*», regrette Elgin.

Cela aura quand même suffi à gâcher la soirée de l'AfD. A l'intérieur, Beatrix von Storch, vice-présidente du parti, fustige «*un important problème d'éducation*» des manifestants : «*Ils devraient savoir qu'on ne peut pas traiter ainsi un parti démocratique.*» L'assemblée, quasiment exclusivement blanche et masculine, à l'image de son

électorat, célèbre son score sans éclat. Tout juste entend-on quelques cris de joie au moment des résultats à 18 heures, et quand les bons scores du parti en ex-Allemagne de l'Est sont annoncés.

Divisions notoires

Les deux têtes d'affiche de l'AfD, le vieux professeur eurosceptique Alexander Gauland et la jeune anti-islam Alice Weidel, évitent tout dérapage comparable à ceux qui ont fait parler d'eux dans la campagne. Le premier célèbre l'émergence d'«*un vrai parti d'opposition*», la seconde promet qu'elle «*sera constructive*» et se «*battrait pour l'avenir de l'Allemagne*». «*Dès qu'on demande de fermer les frontières, c'est jugé comme une provocation*», justifie, de son côté, M^{me} von Storch, qui avait été mise en cause pour avoir proposé en 2016 que les gardes-frontières tirent sur les migrants illégaux.

«*Franchement, la principale raison de notre percée est que tout le monde savait que Merkel allait rester chancelière*», ajoute ce membre de l'aile modérée du parti. Il s'attend comme beaucoup à ce que les divisions notoires réapparaissent rapidement après l'élection. Frauke Petry, la dirigeante de l'AfD, qui avait renoncé au printemps à conduire la campagne électorale, s'est d'ailleurs longuement fait attendre avant de se montrer au Traffic Club. Lundi, elle a indiqué qu'elle ne siégerait pas dans le groupe AfD. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Le SPD subit une défaite historique et fait le choix de l'opposition

Les sociaux-démocrates sont soulagés d'en finir avec une « grande coalition » qui a gommé leurs différences avec la CDU

BERLIN - correspondants

D'abord, la stupeur. Dimanche 24 septembre, à 18 heures, aucune réaction ne s'est élevée au siège du SPD, à Berlin, quand la télévision a annoncé le score terrible encaissé par le parti : 20,5 %, le plus faible de son histoire, pire qu'en 2009 (23 %). Les mines se sont encore allongées lorsque le résultat de l'AfD (13,5 %) est apparu à l'écran. « C'est un choc énorme de voir l'AfD à un tel niveau, souffle Anna Deeken, 32 ans. J'espérais que le parti reste sous les 10 %, ça aurait déjà été assez grave comme ça. »

Le SPD est-il encore capable de parler aux classes populaires ? Son ami Florian Bischoff secoue la tête : « Ce n'est pas un problème de parti, les gens qui votent AfD ne sont en général pas d'accord avec les développements sociétaux libéraux des vingt dernières années, comme le mariage pour tous, que le SPD a obtenus. Ces gens ne font plus de différence entre le SPD et la CDU. »

Comme beaucoup d'autres militants interrogés dimanche à la Willy-Brandt-Haus, dans le quartier de Kreuzberg, les deux amis se réjouissent de la fin de la « grande coalition ». L'annonce de Martin Schulz, lors de son discours, de la « fin de la collaboration » avec la CDU-CSU a déclenché un tonnerre d'applaudissements. « Les gens doivent enfin sentir qu'il existe une

alternative, nous avons manqué d'une vraie différence avec la CDU car Angela Merkel a systématiquement repris nos positions et les gens ne comprennent plus », se désole Anna Deeken.

Le résultat est d'autant plus amer pour les militants que le bilan du SPD au gouvernement leur semble solide : « Le salaire minimum, c'est nous ! La retraite ramenée à 63 ans pour ceux qui ont cotisé le plus longtemps, c'est nous ! Nous payons toujours la facture des réformes Hartz [du nom des politiques concernant le marché du travail mises en place sous le mandat du chancelier Gerhard Schröder entre 2003 et 2005]. Mais elles ont permis à l'Allemagne d'être ce qu'elle est aujourd'hui, un pays solide, ouvert », poursuit M^{me} Deeken.

M. Schulz était-il le bon candidat pour contrer Angela Merkel ? Pour l'heure, le patron du SPD continue à être très plébiscité par les militants, même après la débâcle. « Schulz a suscité beaucoup d'euphorie au départ, beaucoup de gens ont projeté des attentes sur lui auxquelles il ne pouvait pas répondre, mais il est toujours très apprécié », dit un autre militant. « Le SPD a fait de bonnes propositions avec le développement de l'assurance chômage, l'interdiction des contrats à durée déterminée non justifiés, mais on a trop peu parlé des

M. Schulz était-il le bon candidat

pour contrer M^{me} Merkel ? Pour l'heure, le patron du SPD continue à être plébiscité

idées, des solutions concrètes pour l'avenir dans cette campagne », regrette Andreas Hartl, 41 ans.

La question des responsabilités des uns et des autres dans cette débâcle historique sera cependant vite posée. Pour les partisans de M. Schulz, celui-ci a pâti d'une entrée en campagne trop tardive : en ne quittant la présidence du Parlement européen qu'en janvier, il n'aurait pas eu le temps nécessaire pour se faire connaître des électeurs, après vingt ans passés hors de la scène politique nationale.

Examen de conscience

Par ailleurs, les proches de M. Schulz estiment que leur champion n'a pas été aidé autant qu'il l'aurait mérité par d'autres ténors du parti, à commencer par son prédécesseur, Sigmar Gabriel. Le ministre sortant des affaires étrangères a donné le sentiment de torpiller sa campagne, en exprimant ouvertement ses doutes sur ses chances de victoire.

Même en avançant de tels arguments, qui peuvent expliquer en partie sa déroute, M. Schulz aura toutefois du mal à s'en exonérer totalement. Beaucoup n'ont pas compris pourquoi il a presque disparu des radars médiatiques dans

les semaines qui ont suivi son élection triomphante à la tête du parti, en mars, et ce, malgré les avertissements qu'auraient dû constituer les défaites essuyées par le SPD, au printemps, dans la Sarre, le Schleswig-Holstein et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Par ailleurs, nombre de sociaux-démocrates estiment que M. Schulz a raté son duel télévisé face à M^{me} Merkel, le 3 septembre, en se montrant trop conciliant avec elle.

De la tournure que prendra cet examen de conscience collectif dépendra l'avenir de M. Schulz à la tête du parti. Le résultat des

élections régionales anticipées du 15 octobre en Basse-Saxe, bastion que le SPD n'est pas certain de conserver, comptera également. Pour l'heure, le parti se veut « la grande force d'opposition » contre l'AfD. La perspective redonne du courage aux militants abattus par le résultat. Un SPD dans l'opposition empêche aussi l'AfD de présider la commission du budget au Bundestag, traditionnellement attribuée au principal parti d'opposition.

« Désormais, toute l'Europe est confrontée au populisme de droite, tous les grands partis ont perdu dans cette élection ! » dit au Monde Michael Müller, le maire de Berlin. « C'est un moment très difficile pour le SPD, mais c'est maintenant notre mission de prendre ce rôle d'opposition, pour défendre la démocratie. » ■

CÉCILE BOUTELET
ET THOMAS WIEDER

Le FDP pose ses conditions à une alliance avec Angela Merkel

Les libéraux veulent obtenir le ministère des finances et s'opposent à certaines exigences des Verts, eux aussi incontournables pour une coalition

BERLIN - correspondants

Le Parti libéral-démocrate (FDP), dimanche 24 septembre, a célébré « la résurrection ». Au siège du petit parti de 60 000 adhérents, situé dans le quartier central de Mitte, à Berlin, les militants ne boudaient pas leur plaisir, quatre ans après la débâcle de 2013: cette année-là, pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale, en 1949, le parti n'avait pas franchi la barre des 5 % nécessaires pour entrer au Bundestag. Dimanche, il a obtenu 10,7 % des voix. « C'est un résultat sensationnel. Si on m'avait dit que nous arriverions à un résultat à deux chiffres après le désastre de 2013, je ne l'aurais pas cru. Le parti a réussi le tournant, il a regagné la confiance des électeurs, c'est déjà une très bonne nouvelle », dit Christian Satta, 23 ans.

Sur la scène tendue de jaune, qui arbore le slogan « Denken wir neu » (« Pensons nouveau »), on prend des photos de groupe, des selfies, immédiatement postés sur les réseaux sociaux. « Neu » peut être pris au premier degré: c'est une nouvelle génération de libéraux qui a fêté son succès, dimanche. Parmi les militants rassemblés, une large majorité sont des hommes de moins de cinquante ans, d'origine allemande, qui arborent la même allure que le président du parti, Christian Lindner: cheveux courts, chemise blanche et costume sans cravate.

Certains ont moins de 30 ans. Ils sont entrés au parti il y a moins de cinq ans et n'ont jamais exercé de mandat électif. Comme Julian Discher, 24 ans, originaire de Kehl, dans le Bade-Wurtemberg. « Au FDP, nous avons réussi, car contrairement à la CDU et au SPD, nous

avons mis en avant les sujets d'avenir, ceux qui intéressent les jeunes comme le numérique et l'éducation, l'avenir de notre économie. C'est aussi ça que nous incarnons, ce renouveau. Et c'est ça qui a plu aux électeurs », se félicite-t-il.

« Lignes rouges »

Euphoriques, ils veulent croire qu'ils parviendront à convaincre leurs partenaires de coalition de leurs arguments « basés sur des faits ». Mais il suffit de quelques minutes de conversation pour saisir l'ampleur des conflits qui se profilent. Daniel Bohl, agriculteur de 45 ans dans le Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale (nord-est), reconnaît que, sur certains sujets, le dialogue avec les Verts sera difficile: « Sur le glyphosate et les produits phytosanitaires, il faut sortir les émotions du débat. Il faut faire venir des scientifiques,

pour qu'ils livrent leur expertise, et trancher. Il y a des gens raisonnables chez les Verts aussi, avec qui on peut parler », veut-il croire.

« Une des lignes rouges est l'interdiction du diesel dans les villes », renchérit Moritz Harrer, 23 ans, étudiant et militant depuis quatre ans. « Les Verts ne pourront pas imposer une réglementation du moteur à explosion, c'est absolument irréaliste », estime-t-il. Par ailleurs, s'ils affirment apprécier Emmanuel Macron et ses réformes, tout en se disant de grands soutiens de l'idée européenne, c'est « à condition que chacun soit responsable de ses dettes », précisent-ils.

Si l'envie de gouverner est manifeste chez les militants, jusqu'où seront-ils prêts à aller dans la recherche de consensus? La débâcle de 2013 reste un traumatisme. « Il faudra que nous soyons capables, cette fois, de fixer une ligne rouge et

que nous disions, en public, quand nous ne sommes pas d'accord. La sortie du nucléaire en 2011, six mois après avoir prolongé la durée de vie des centrales, ça a été très dur, on a perdu beaucoup de crédibilité à ce moment-là, poursuit Daniel Bohl. Etre crédible politiquement, c'est, selon moi, la meilleure réponse à apporter contre l'AfD. »

Schäuble, un « excellent ministre »

Difficiles avec les écologistes pour des raisons de fond, les tractations pourraient l'être également avec les conservateurs, pour des questions de postes. En 2009, le FDP avait hérité du ministère des affaires étrangères. Cette année, le portefeuille est convoité par les Verts. Cela pourrait convenir aux libéraux-démocrates, ceux-ci ayant fait savoir, avant les législatives, qu'ils étaient intéressés par le ministère des finances, plus stratégique pour la mise en œuvre de leur programme.

Jusqu'à présent, toutefois, la CDU a catégoriquement rejeté une telle option. « Nous avons en Wolfgang Schäuble un excellent ministre des finances. C'est pourquoi il devra le rester même après les élections », a ainsi déclaré Michael Fuchs, le vice-président du groupe au Bundestag, une semaine avant le scrutin. Personnalité politique la plus populaire du pays, M. Schäuble, qui a fêté ses 75 ans, le 18 septembre, en compagnie de M^{me} Merkel, ne semble pour sa part nullement tenté de prendre sa retraite. Dimanche, il a été reconduit avec près de 50 % des voix dans sa circonscription d'Offenburg (Bade-Wurtemberg), où il a été élu sans discontinuer depuis 1972. Et nul n'imagine que ce soit pour redevenir simple député. ■

C. BT ET T. W.

Berlin risque d'être plus réticent à la réforme de la zone euro

Les projets de Macron vont se heurter à l'hostilité des libéraux du FDP

BRUXELLES - bureau européen

Pendant la campagne, il avait été très peu question des élections allemandes à Bruxelles, même si une série de dossiers y étaient gelés dans l'attente du nouveau mandat promis à la chancelière, Angela Merkel. Pour autant, les conséquences de ce scrutin, qui entraîne l'explosion de la grande coalition sortante, et voit l'extrême droite entrer pour la première fois au Bundestag, sont considérables.

A l'annonce des résultats, la phase d'euphorie qui a suivi les défaites de Geert Wilders aux Pays-Bas et de Marine Le Pen en France a semblé soudainement s'estomper avec le succès du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Le retrait des sociaux-démocrates du SPD entraînera sans doute un changement de ton à Berlin sur la politique migratoire, les relations avec la Turquie ou les possibles réformes de l'eurozone, tandis que la chancelière devra faire des concessions aux libéraux et aux

« 60 milliards d'euros directement pour la France et l'Italie ? C'est inconcevable »

CHRISTIAN LINDNER
président du FDP

Verts pour tenter de composer une nouvelle coalition.

Les faibles scores de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et du SPD compliquent le jeu du président français, Emmanuel Macron, dans le domaine-clé, vu de Paris, de la réforme de la zone euro. Depuis des mois, il promet de défendre un Parlement, un budget et un super-ministre des finances pour l'eurozone. Après dix ans de gestion chaotique de la crise des dettes, il compte sur une « fenêtre historique » pour faire enfin progresser l'intégration de la zone monétaire, dotée actuellement de politiques économiques, sociales et fiscales insuffisamment coordonnées.

Les Allemands n'ont jusqu'à présent pas considéré qu'il s'agissait d'une priorité. C'est d'ailleurs pour cette raison, afin de tenter de susciter le débat à Berlin, que M. Macron compte détailler ses plans dès mardi 26 septembre, devant des étudiants de la Sorbonne. Avant qu'Angela Merkel se mette à négocier la composition d'une nouvelle coalition.

Retour du dossier migratoire

Jusqu'où le chef de l'Etat français placera-t-il le curseur de ses ambitions, sachant que les Allemands, toutes tendances politiques confondues, refuseront toute idée de mutualisation des dettes ou de transferts financiers supplémentaires entre Etats membres ?

La personnalité du futur ministre des finances allemand sera cruciale. Le leader des libéraux, le photogénique Christian Lindner, brigue le poste occupé par Wolfgang Schäuble, une personnalité (CDU) incontestablement pro-européenne, en dépit de sa rigidité vis-à-

vis de la Grèce. Les libéraux sont, eux, hostiles à une réforme en profondeur de la zone euro. M. Lindner a déclaré dès dimanche soir qu'il n'était pas question d'envisager un budget commun substantiel pour l'eurozone : « 60 milliards d'euros directement pour la France et l'Italie ? C'est inconcevable. »

M. Macron dispose toutefois d'une carte maître : il est encore considéré à Bruxelles comme celui qui a endigué la vague populiste. Si l'Allemagne de Merkel ne fait pas un geste envers ce pro-Européen revendiqué qui veut rapprocher l'Union de ses citoyens, elle risque de rallumer la flamme de l'europhobie.

M. Macron devra-t-il aider la chancelière sur les dossiers migratoires, pour espérer obtenir des avancées minimales sur ces sujets ? Le dossier migratoire devrait en effet revenir en force à Bruxelles, en raison de la poussée de l'AfD, suscitée par l'arrivée de centaines de milliers de demandeurs d'asile en Allemagne. Berlin pousse depuis des mois pour une révision des règles d'accueil des réfugiés dans l'Union. Et estime que le jugement de la Cour de justice de l'Union européenne, qui vient de donner tort à la Hongrie et à la Slovaquie, hostiles aux quotas de réfugiés adoptés en 2015, ouvre la voie à un mécanisme de relocalisation permanent. Au cœur du débat, la notion de « solidarité », refusée par des capitales de l'Est.

L'Allemagne – comme la France – veut aussi obtenir une révision des règles dans l'espace sans passeport Schengen. Les règles jugées « trop rigides » régissant la réintroduction temporaire des contrôles aux frontières seront revues. Berlin insistera aussi pour une politique plus vigoureuse de retour des illégaux et une extension de l'espace de délégation de pouvoirs à la Libye (à ses gardes-côtes, voire à certaines de ses milices) à laquelle on assiste depuis des mois, pour limiter les passages de migrants par la Méditerranée centrale.

La question turque devrait également être abordée, dès lundi, lors d'un conseil des affaires générales bruxellois, prélude à un sommet des dirigeants en octobre. M^{me} Merkel avait appelé à une

LES RÉACTIONS

EMMANUEL MACRON

« J'ai appelé Angela Merkel pour la féliciter, a annoncé, dimanche 24 septembre, le président Emmanuel Macron sur son compte Twitter. Nous poursuivons avec détermination notre coopération essentielle pour l'Europe et nos pays. »

MARINE LE PEN

« Bravo à nos alliés de l'AFD pour ce score historique ! C'est un nouveau symbole du réveil des peuples européens », a déclaré la présidente du Front national, Marine Le Pen sur Twitter.

rupture des négociations d'adhésion durant la campagne. Il n'en serait maintenant plus question – Berlin craignant une remise en cause de l'accord sur le contrôle des migrants de mars 2016 avec Ankara –, mais d'une énième mise en garde à l'endroit de cet encombrant partenaire, au régime toujours plus autoritaire.

Abondant dans le sens de Paris, la chancelière pourrait aussi progresser en matière de défense. Une « coopération structurée permanente » pourrait être bientôt notifiée officiellement. Initié par Paris, Berlin, Madrid et Rome, le projet serait appuyé par suffisamment d'autres capitales pour être lancé, avec l'objectif de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union, d'accélérer la politique commune de sécurité et de favoriser la coopération entre les industries nationales de défense.

M. Macron aura très vite l'occasion de tester la solidité de son jeu : dès le sommet de Tallinn, en Estonie, vendredi 29 septembre. Le rendez-vous était initialement consacré au numérique mais les dirigeants européens, anticipant qu'ils auraient d'autres sujets de discussion, se sont ménagé un dîner de travail la veille au soir. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS